

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

APPEL D'OFFRES OUVERT RELATIF À LA

**FABRICATION DE SACS DE COUCHAGE ZONE CHAUDE (ZC)
ET ZONE TEMPEREE (ZT)**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
AVEC UN MINIMUM ET UN MAXIMUM FIXES EN QUANTITES**

En application du livre 1 de la deuxième partie du code de la commande publique et du CCAG MI

**Date limite de réception des plis et des échantillons :
Mercredi 3 décembre 2025 à 15h00**

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : **DAF_2024_000792**.

MISE EN GARDE

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB), comme cela est prévu dans le présent règlement de la consultation (article 12.3).

(*) DCE : dossier de consultation des entreprises

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1 Estimations de commandes	5
2.2 Historique de commandes	5
ARTICLE 3 - VARIANTE ET OPTION	5
ARTICLE 4 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES PLIS	5
ARTICLE 5 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	5
ARTICLE 6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	5
ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE	6
7.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)	6
7.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)	6
ARTICLE 8 - CRITERES D'EXAMEN DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 9 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES	7
9.1 Présentation de l'offre	7
9.2 Conditions de recevabilité de l'offre	7
ARTICLE 10 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE	8
ARTICLE 11 - DÉPÔT DES ÉCHANTILLONS.....	9
11.1 Conditions particulières d'envoi des échantillons	9
11.2 Conditions de restitution des échantillons correspondant aux offres non retenues	10
11.3 Primes et modalités d'attribution.....	10
ARTICLE 12 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS	10
12.1 Transmission des candidatures et des offres par voie électronique	11
12.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli	11
12.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde.....	11
12.4 Fournisseur et espace de stockage numérique.....	12
ARTICLE 13 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 14 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE	12
14.1 Dispositions relatives aux groupements d'entreprises	12
14.2 Dispositions relatives aux sous-traitances.....	12
ARTICLE 15 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION	13
15.1 Le critère Qualité.....	13
15.2 Le critère Prix.....	14
15.3 Le critère Environnemental et Social	14
15.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre	15
ARTICLE 16 - PROCÉDURE DE RECOURS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXE

ANNEXE 1 : Protocole d'évaluation des échantillons.

ANNEXE 2 : Questionnaire de performance environnementale et sociale

ANNEXE 3 : Etiquette d'envoi des échantillons

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME).

Le DUME, ou l'e-DUME pour sa version électronique, est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, élaborée sur la base d'un formulaire type, permettant de candidater à un marché public. Il est appelé à se substituer aux formulaires DC1, DC2, DC4 et à remplacer le programme « Marché Public Simplifié » (MPS).

Remarques :

- les candidatures n'ont pas à être signées lors de leur dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra signer l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui sera remis par l'acheteur ;
- le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort électronique de l'entreprise) ;
- conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la **fabrication de sacs de couchage zone chaude (ZC) et zone tempérée (ZT)**.

L'appel d'offres ouvert est passé en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il doit conduire à la conclusion d'un **accord-cadre multi-attributaires (2) à bons de commande** conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique pour une **durée de quatre (4) ans** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre n'est pas alloti.

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera conclu avec un **minimum et un maximum fixés en quantité comme suit** :

RAG	DESIGNATION LONGUE RAG	QUANTITES MINI SUR 4 ANS*	QUANTITES MAXI SUR 4 ANS*
1005983	SAC DE COUCHAGE ZONE CHAUDE	60 000	720 000
1005979	SAC DE COUCHAGE ZONE TEMPEREE		

** l'accord-cadre étant multi-attributaires, les quantités tous articles confondus seront réparties au prorata des pourcentages d'attribution (Cf. article 15.4 du présent RC).*

L'atteinte de la quantité maximum fixée au titre de l'accord-cadre entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité de celui-ci, même si la durée fixée au titre du présent article n'est pas atteinte.

2.1 Estimations de commandes

Le besoin annuel moyen par référence est estimé à 30 000 articles. Cette estimation est communiquée à titre purement indicatif et n’engage en aucun cas l’administration.

2.2 Historique de commandes

Le détail des commandes passées par articles au cours des trois dernières années est donné à titre purement indicatif et n’engage pas l’administration.

DÉSIGNATION DES ARTICLES	2021		2022		2023		2024	
	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées	BDC	Quantités commandées
SAC DE COUCHAGE ZONE CHAUDE	1	15 000	0	0	1	21 212	2	96 340
SAC DE COUCHAGE ZONE TEMPEREE		30 000	0	0		32 316		85 000

Les spécifications techniques des articles figurent dans la Fiche Produit Interarmées Habillement (FPIH) et les Notices Techniques Interarmées Habillement (NTIH) jointes en annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) DAF_2024_000792.

ARTICLE 3 - VARIANTE ET OPTION

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune option n'est demandée par l'administration.

ARTICLE 4 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES PLIS

Le pli (candidature et offre) dématérialisé est à transmettre via PLACE pour le :

MERCREDI 3 DECEMBRE 2025 À 15h00

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

ARTICLE 5 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-Forme Commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **quinze (15) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres (DLRO). Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s’en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures et des offres.

ARTICLE 6 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité de l’offre est fixé à **300 jours** à compter de la date limite de réception des offres (DLRO).

ARTICLE 7 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique, l'e-DUME (article 7.1 ci-dessous) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (article 7.2 ci-dessous).

Quel que soit le choix opéré par le candidat, toutes les pièces de la candidature et de l'offre devront être déposées sur la PLACE au plus tard à la date et à l'heure de réception fixées à l'article 8 du présent règlement de la consultation sous peine d'irrecevabilité.

Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de cet ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

7.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée *e-DUME* (Document Unique de Marché Européen).

Le dossier doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

1. **l'e-DUME « opérateur économique »** créé pour cette consultation sur PLACE (accès via le profil acheteur) ;
NB : Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique (groupement momentané d'entreprises ou sous-traitance) devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire e-DUME distinct.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.
2. **Une attestation sur l'honneur** du candidat, relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée, datée et signée ;
3. **Une déclaration de sous-traitance** ou formulaire DC4 dûment signé(e) du candidat et du sous-traitant, (le cas échéant si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques). Ce document détaille le montant de la part sous-traitée par article, la durée du contrat de sous-traitance et les conditions de paiement du sous-traitant.

Les pièces 2 et 3, jointes au présent DCE, devront être déposées en pièce libre sur PLACE au moment du dépôt du pli.

7.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée.

La candidature doit contenir, en mode de transmission dématérialisée, les documents suivants :

1. **la lettre de candidature** (imprimé DC1) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, complétée par chaque membre du groupement ;
2. **la déclaration de candidature** (imprimé DC2) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un DC2 pour chaque membre du groupement ;
3. **une attestation sur l'honneur** du candidat, relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée et signée ;
4. **la déclaration de sous-traitance** (imprimé DC4) dûment signée du candidat et du sous-traitant, (le cas échéant si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques). Ce document détaille le montant de la part sous-traitée par article, la durée du contrat de sous-traitance et les conditions de paiement du sous-traitant.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Les opérateurs économiques établis hors France peuvent produire des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Les pièces 1 à 4, jointes au présent DCE, devront être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

ARTICLE 8 - CRITERES D'EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R. 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Un opérateur économique ne peut agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre des articles 7.1 ou 7.2 du présent règlement de consultation ont été transmis et sont recevables.

Les candidatures non recevables seront rejetées.

Les capacités des candidats à exécuter l'accord-cadre seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

L'acheteur éliminera tout candidat ne disposant manifestement pas de capacités financières, techniques et professionnelles pour exécuter l'accord-cadre.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

9.1 Présentation de l'offre

L'acte d'engagement (ATTR11) indique le prix unitaire HT des articles et dans la limite du délai maximum d'exécution.

Pour les fournitures en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne, le prix de l'offre est établi frais et droits de douane compris, sauf en cas d'importations en suspension de droits de douane réalisées en application des dispositions du règlement CE n° 150/2003 du 21/01/2003 portant suspension des droits de douane sur certains armements et équipements militaires.

Les frais de transport et d'emballages ainsi que toutes les matières sont à la charge du titulaire.

9.2 Conditions de recevabilité de l'offre

L'offre est présentée pour la totalité de l'accord-cadre.

Les remises ne sont pas autorisées.

Le prix inclut le coût relatif aux différents éléments constitutifs de l'article.

L'offre doit être formulée en euro.

L'acheteur peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

ARTICLE 10 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A L'OFFRE

L'offre dématérialisée que le soumissionnaire déposera sur la PLACE doit être rédigée exclusivement en langue française et contenir les documents suivants :

1. **l'acte d'engagement** (formulaire ATTRI 1) au **format Word** dûment complété non signé dans lequel seront détaillés :
 - les prix unitaires hors taxe (PU HT) ;
 - le taux de la TVA ;
 - la durée de la garantie ;
 - les délais globaux de livraison proposés en jours calendaires, dans la limite des délais maximums d'exécution fixés par l'administration.
2. **Un relevé d'identité bancaire ou postal**, et pour les soumissionnaires étrangers, les coordonnées du compte, au nom du soumissionnaire (pas de coordonnées bancaires au nom d'une société d'affacturage) ;
En cas de présentation d'offre en cotraitance, il s'agit du relevé d'identité bancaire ou postal du mandataire ou de chacun des membres du groupement ;
3. **les fiches techniques valant engagement** dûment complétée, pour chaque article ;
4. **le questionnaire de performance environnementale et sociale** dûment complété et accompagné de tout justificatif jugé utile pour apprécier les éléments de réponse déclarés ;
5. **Une grille de prix unitaire détaillée**, établie par référence article, en euro ;
6. **les échantillons** suivants, par article :

Sac de couchage zone tempérée : 11 sacs ;

- tissu extérieur : 5 ml
- tissu intérieur : 5 ml
- complexe de l'ensemble des composants (tissu de fond intérieur + ouate + tissu de fond extérieur) : 3 complexes de 40 x 40 cm.

Sac de couchage zone chaude : 11 sacs ;

- tissu extérieur : 5 ml
- tissu intérieur : 5 ml
- complexe de l'ensemble des composants (tissu de fond intérieur + ouate + tissu de fond extérieur) : 3 complexes de 40 x 40 cm.

Les conditions de dépôt des échantillons sont détaillées à l'article 11 ci-dessous.

7. **le dossier technique** répondant point par point à l'ensemble des spécifications techniques mentionnées dans la FPIH des articles jointe au CCTP et décrivant les caractéristiques des produits. Le dossier comprendra également les fiches techniques des principaux composants (tissu de fond, sangle, bouclerie, fermeture à glissière, ouate) ainsi qu'un rapport d'analyse indiquant la température limite selon la norme NF EN ISO 23537-1 à l'état neuf et après 3 lavages.
8. **L'attestation de paiement de la TVA** et des droits de douane

ARTICLE 11 - DÉPÔT DES ÉCHANTILLONS

La fourniture de la totalité des échantillons cités à l'article 11.1 est **obligatoire**.

A défaut, l'offre sera rejetée.

Seuls les échantillons sont déposés selon les modalités prévues à l'article 11.1 ci-dessous indépendamment de l'offre administrative déposée par voie électronique selon les modalités définies à l'article 12 du présent règlement de la consultation.

Les échantillons demandés au titre de la présente consultation sont les suivants :

Sac de couchage zone tempérée :

- 11 sacs de couchage zone tempérée
- tissu extérieur : 5 ml
- tissu intérieur : 5 ml
- complexe de l'ensemble des composants (tissu de fond intérieur + ouate + tissu de fond extérieur) : 3 complexes de 40 x 40 cm.

Sac de couchage zone chaude :

- 11 sacs de couchage zone chaude
- tissu extérieur : 5 ml
- tissu intérieur : 5 ml
- complexe de l'ensemble des composants (tissu de fond intérieur + ouate + tissu de fond extérieur) : 3 complexes de 40 x 40 cm.

Aucune tolérance en quantité n'est admise pour les échantillons. Les échantillons sont définis comme l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres. Ils font partie de l'offre du candidat.

IMPORTANT : la date et l'heure limites à prendre en compte sont **la date et l'heure de réception au service** et non celles de l'envoi.

Les soumissionnaires prennent à leur charge les frais de transport et si besoin, les formalités et les droits et frais de douane, concernant l'envoi des échantillons.

11.1 Conditions particulières d'envoi des échantillons

Les échantillons font l'objet d'un envoi postal ou par porteur, indépendamment de l'offre électronique à l'adresse suivante :

Postale : CIEC/Division technique innovation Magasin des modèles et des échantillons CS 70 106 78513 RAMBOUILLET CEDEX 01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77	Géographique : CIEC/Division technique innovation Magasin des modèles et des échantillons (Bâtiment 3, rez-de-chaussée, pièce 3) 11 rue de Groussay 78120 RAMBOUILLET 01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77
Portable : 06 82 69 89 15	

Le nom du soumissionnaire doit figurer sur un support amovible fixé sur l'échantillon.

Les échantillons sont attendus au plus tard aux date et heure limites de réception des offres mentionnées à l'article 4.

**En l'absence totale ou partielle des échantillons ou en cas de dépôt hors délai,
l'offre sera rejetée.**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le CIEC se situe sur une enceinte militaire dont l'accès est réglementé. En conséquence, il appartient à chaque candidat de s'assurer que ses échantillons seront déposés contre récépissé, en tenant compte des délais de filtrage au moment de l'entrée sur le site.

Horaires d'ouverture :

- du lundi au jeudi de 9h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 ;
- le vendredi de 9h30 à 11h30.

Les soumissionnaires doivent impérativement remettre les numéros de téléphone du magasin des modèles et des échantillons (voir supra) aux transporteurs qu'ils mandatent pour déposer les échantillons.

Le conditionnement comportant les échantillons demandés portera les références précises de l'appel d'offres et le nom du soumissionnaire conformément au modèle joint en annexe.

11.2 Conditions de restitution des échantillons correspondant aux offres non retenues

A l'issue de la procédure, les échantillons sont acquis à l'administration sans versement d'indemnités. A ce titre ils ne seront pas restitués aux candidats.

11.3 Prime et modalités d'attribution

Au titre de la présente procédure, il est alloué une prime aux opérateurs économiques, non attributaires de l'accord-cadre, selon les dispositions ci-dessous :

- Les échantillons des soumissionnaires ayant remis une offre conforme et classée, sont conservés par l'administration et donnent lieu à versement d'une prime fixée à deux mille euros hors taxe (2 000,00 € HT) ;
- Les échantillons des soumissionnaires dont l'offre a été jugée irrégulière, inacceptable ou inappropriée ne pourront prétendre au bénéfice de cette prime.
- Dans le cas où l'acheteur serait contraint d'abandonner la procédure pour motif d'intérêt général et à la déclarer sans suite, les échantillons des soumissionnaires ayant remis une offre qui n'a pas été jugée irrégulière, inacceptable ou inappropriée, donnent lieu à versement de la prime correspondante fixée ci-dessus.

Le délai de paiement de la prime est de 30 Jours à compter de la date de notification du courrier portant décision de rejet d'offres et du choix de l'attributaire.

Afin de pouvoir effectuer le versement de la prime, les candidats seront invités, le cas échéant, à transmettre un relevé d'identité bancaire.

ARTICLE 12 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS

La candidature et l'offre (l'offre s'entend dossiers techniques et échantillons inclus) doivent parvenir **dans les délais indiqués à l'article 4** du présent règlement de la consultation, terme impératif.

L'administration impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des offres, hormis pour les échantillons qui sont transmis conformément à l'article 11 ci-dessus.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité PLACE.

Les documents constitutifs de la candidature et de l'offre mentionnés aux articles 7 et 10 doivent être déposés sur PLACE en respectant les modalités décrites ci-dessous.

L'acheteur impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des candidatures et des offres.

Le candidat doit appliquer la procédure dématérialisée à l'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre qu'il transmet à l'acheteur. Aucun pli par voie postale ou par porteur ne sera accepté.

12.1 Transmission des candidatures et des offres par voie électronique

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Il doit être établi au nom de la personne habilitée à engager la société et être valide au moment de la signature du document.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des plis. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'acheteur décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

12.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli

Lors de l'envoi du pli électronique, le candidat reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer **à chaque fois**, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus.

12.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat est fortement incité à effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB uniquement**). Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie aux dossiers d'offre transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde est transmise avec les échantillons dans les délais impartis pour la remise des plis. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'a pu être ouverte ;

sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres.

En cas de transmission d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de l'appel d'offres et le nom du soumissionnaire.

Expéditeur : _____

DCE DAF N° 2024_000792

OBJET : FABRICATION DE SACS DE COUCHAGE ZONE CHAUDE (ZC) ET ZONE TEMPEREE (ZT)

COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR

Si la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée par l'administration comme seul pli dématérialisé de votre candidature et de votre offre.

12.4 Fournisseur et espace de stockage numérique

L'acheteur informe les candidats de l'existence d'un coffre-fort appelé « annuaire fournisseur et espace de stockage numérique ».

Conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, chaque soumissionnaire aura la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur PLACE via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

ARTICLE 13 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-forme commissariat Rambouillet via PLACE, au plus tard **15 (quinze) jours calendaires** avant la date limite de réception des offres. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **6 (six) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des offres.

ARTICLE 14 - GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS-TRAITANCE

14.1 Dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les soumissionnaires ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

Les soumissionnaires peuvent présenter leur candidature en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si le groupement est conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre.

Toutefois, la composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature de l'accord-cadre dans deux hypothèses seulement (cf. article R. 2142-26 du code de la commande publique) :

- en cas d'opérations de restructuration de société (notamment de rachat, de fusion, ou d'acquisition) ,
- si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

Dans ces cas, le soumissionnaire peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant un autre cotraitant à l'acceptation de l'acheteur.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

14.2 Dispositions relatives aux sous-traitances

Conformément à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont libres de recourir à un sous-traitant.

Dans le cas d'une candidature faisant état des capacités professionnelles, techniques et financières d'un sous-traitant, le dossier de candidature doit permettre d'établir que le candidat en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre (article R. 2143-12 du code de la commande publique).

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat devra indiquer le nom, la nature et le montant des prestations qui seront sous-traitées à cet opérateur économique, ainsi que la durée du contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant doit être déclaré, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le contrat de sous-traitance doit avoir pour support un contrat d'entreprise (au sens du code civil) et non un simple contrat de vente.

ARTICLE 15 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont jugées non conformes et seront éliminées.

L'attribution de l'accord-cadre résulte d'un classement des offres conformes effectué à partir des critères suivants :

- **le critère Qualité**, pondéré par un coefficient de 60 % ;
- **le critère Prix**, pondéré par un coefficient de 30 % ;
- **le critère Environnemental et Social**, pondéré par un coefficient de 10%.

15.1 Le critère Qualité

Le critère Qualité sera apprécié au vu des échantillons fournis en fonction du respect des caractéristiques mentionnées dans les documents techniques annexées au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et selon le protocole d'évaluation des échantillons annexé au présent règlement de la consultation.

Les échantillons sont appréciés et notés par une commission d'examen des échantillons en fonction des sous-critères suivants :

<u>Analyses laboratoires*</u> Colorimétrie Mouillage superficiel Résistance à l'abrasion Résistance au déchirement amorcé Réflectance IR Solidité des teintures Stabilité dimensionnelle Masse sac zone chaude Masse sac zone tempérée RCT sac zone chaude RCT sac zone tempérée Comportement au lavage <i>*Ecart mineur - 1 point de sanction</i> <i>Ecart majeur - 5 points de sanction</i> (si note < 16 ou écart critique => élimination)	(/ 30 points)
<u>Exigences de confection et fabrication</u> <i>*Ecart mineur - 1 point de sanction</i> <i>Ecart majeur - 5 points de sanction</i> (si note < 11 ou écart critique => élimination)	(/ 20 points)
<u>Exigences technico-opérationnelles</u> Effectué selon le protocole d'évaluation joint en annexe 1 au RC (si note < 25 ou écart critique => élimination)	(/ 50 points)
NOTE FINALE (si note < 75 => élimination)	(/ 100 points)

* **Ecart** considéré comme **mineur** lorsqu'il autorise quand même l'utilisation des articles et n'en affecte pas leur usage

Ecart considéré comme **majeur** lorsqu'il nuit à la présentation des articles et en limite l'usage

Ecart considéré comme **critique** lorsqu'il rend les articles inutilisables en l'état

Si un des échantillons obtient une note éliminatoire, l'ensemble de l'offre est rejeté même si la moyenne des notes est au-dessus de 75/100.

Le tableau A (Général - Effets ou articles confectionnés) référencé en annexe au CCTP sert de guide pour l'appréciation des défauts de fabrication lors de l'examen de détail des échantillons

15.2 Le critère Prix

Le critère Prix sera apprécié en fonction des prix unitaires hors taxe en euros proposés par le candidat dans son acte d'engagement.

Le montant de l'offre correspond à l'addition du prix unitaire hors taxe du sac de couchage zone chaude (ZC) et du Sac de couchage zone tempérée (ZT).

La note du critère Prix (P) est appréciée de la façon suivante :

$$P = 100 \times \left(\frac{O_{min}}{O} \right)$$

Dans laquelle :

- O_{min} = montant HT en euros de l'offre proposée par le soumissionnaire le moins disant ;
- O = montant HT en euros de l'offre proposée par le soumissionnaire.

15.3 Le critère Environnemental et Social

La note du critère Environnemental et Social (ES) sera appréciée en fonction des réponses et des pièces justificatives apportées au questionnaire de performance environnementale et sociale en annexe 2 du présent règlement de la consultation. En l'absence de pièces justificatives, aucun point ne pourra être attribué.

Sous-critères	Nombre de points
Utilisation de matières synthétiques issues du recyclage dans la fabrication des articles <i>Barème :</i> Taux $\geq 20\%$ = 25 pts Taux $\geq 15\%$ à $< 20\%$ = 15 pts Taux $\geq 10\%$ et $< 15\%$ = 10 pts Taux $> 0\%$ et $< 10\%$ = 5 pts Aucun pourcentage de matière recyclée = 0 point	25 points
Alimentation des sites de production des articles par des sources d'énergies renouvelables : Les unités de production des articles sont alimentées par un contrat dit "énergie verte"= 12,5 pts Les unités de production des articles ne sont pas alimentées par un contrat dit "énergie verte"= 0 point Les unités de production des articles disposent d'une source d'énergie renouvelable=12,5 points Les unités de production des articles ne disposent pas d'une source d'énergie renouvelable = 0 point	25 points
Entreprise de l'économie sociale et solidaire (EESS) Recours à une entreprise de l'EESS : 25 pts Absence de recours à une entreprise de l'EESS : 0 pt	25 points
Emploi de personnes en situation de handicap ou en insertion sociale Présence d'employé(s) en situation de handicap ou en insertion sociale : 25 pts Absence d'employés en situation de handicap: 0 pts	25 points
TOTAL	100 points

15.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les offres conformes sont classées par application de la formule suivante afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

$$Note_{finale} = Q \times 60\% + P \times 30\% + ES \times 10\%$$

Dans laquelle :

- Q = note du critère Qualité ;
- P = note du critère Prix ;
- ES = note du critère Environnemental et Social.

En cas d'égalité de deux ou plusieurs offres, l'offre ayant la meilleure note « Qualité » est privilégiée.

Un classement des offres est établi dans l'ordre décroissant des notes afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse. A l'issue du classement des offres, les deux candidats ayant obtenus le meilleur classement deviennent attributaires de l'accord-cadre et la répartition des commandes s'articulera comme suit :

- 60 % des quantités de commande seront attribuées au candidat classé premier ;
- 40 % des quantités de commande seront attribuées au candidat classé deuxième.

Si seule une offre est recevable, l'intégralité de l'accord-cadre est attribuée au candidat retenu.

ARTICLE 16 - PROCÉDURE DE RECOURS

16.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

<p style="text-align: center;">Greffes du tribunal administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud 78 011 VERSAILLES</p> <p style="text-align: center;">Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890</p> <p style="text-align: center;">Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr Adresse internet (URL) : http://www.telerecours.fr</p>
--

16.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

<p style="text-align: center;">Greffes du tribunal administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud 78 011 VERSAILLES</p> <p style="text-align: center;">Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890</p> <p style="text-align: center;">Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr Adresse internet (URL) : http://ta-versailles.juradm.fr</p>
--